

### QUEBEC

# Polytechnique students fight for long-gun registry

## Provincial regulation

ing the opposite tack, contending the registry has reduced the number of gun deaths through murder



# polysesouvient

### AUDIO • VIDÉO

Radio-Canada.ca



## Quebec, Ottawa in long-gun showdown

DANIEL LEBLANC OTTAWA BUREAU SECTEUR QUÉBEC

Quebec and Ottawa are on a collision course over the scrapping of the long-gun registry, with the province refusing to destroy data that the federal government wants to classify as part of its bid to scrap the controversial legislation.

Ottawa claims that the data is under federal ownership, but Quebec says it will not abide the instructions, which the provincial government has collected over the years under current legislation. And the province says it needs additional data and software from Ottawa so it can build its own replacement registry.

Quebec spearheaded the drive to create the registry under the Liberal government of Jean Chrétien, the Ecole Polytechnique's



## Years later, we're still fighting for sensible gun control

Since the tragic deaths of our 14 talented daughters on Dec. 6, 1989, including my own daughter, Marie-Édith, the of the victims have relentlessly for sensible control measures — all the Supreme Court — while drawing on the knowledge daughters had not of our 14 angels. A \$250 million price tag was paid to launch a government-led gun-control program, including a licensing system for all important guns in line with the redoubtable counter-terrorism-related legislation. It's time to



The deleted data includes ownership information on guns like the Ruger Mini-14 — the gun used to kill my daughter — that has been nicknamed the "poor man's assault rifle." This only increases the complexity of police investigations. Destroying the data means that stolen guns, or guns recovered in crime — for example, after a spousal homicide — can no longer be traced back to their last legal owner. It means that our ability to keep track of guns has been lost.

The government and the gun lobby continue to celebrate a law that will have a negative impact on the safety of vulnerable women and children. — Suzanne Laplante-Edwards

## Gaspillage incroyable

### Démanteler le registre des armes à feu, malgré toutes les erreurs qui ont été commises, serait une erreur magistrale



L'auteur est professeur de Génie des Procédés, diplômée le 6 décembre 1989 à l'École polytechnique.

Monsieur Stephen Harper, Je me permets de vous écrire car je suis une citoyenne inquiète. En effet, le sort de la Loi sur les armes à feu, incluant le registre des armes à feu, me semble très incertain. Au Québec,



## Contrôle des armes à feu: des étudiants de Poly soumettent une pétition de 500 000 noms

**MARIE TISON**  
de la Presse Canadienne  
OTTAWA

Des étudiants de l'École polytechnique ont fait déposer à la Chambre des communes hier une pétition de plus de 500 000 signatures réclamant un meilleur contrôle des armes à feu.

Des députés du Parti conservateur, du Parti libéral, du Nouveau Parti démocratique et du Bloc québécois se sont chargés de déposer les 25 boîtes de pétitions

Mme Heidi Rathjen, coordonnatrice de la campagne sur le contrôle des armes à l'École polytechnique, a expliqué que cette législation ne permettait pas de bannir les armes para-militaires et prévoyait une série d'exceptions, notamment pour les collectionneurs.

Elle a dit espérer que le dépôt officiel des pétitions allait rappeler au gouvernement que les Canadiens ont à cœur un meilleur contrôle des armes.

«Les armes d'assaut n'ont pas leur place au Canada», a-t-elle lancé, lors d'une conférence de presse à Ottawa.

les armes semi-automatiques converties, comme le proposait le projet de loi de Mme Campbell.

Le gouvernement a fait part de son désir de mettre fin à la présente session parlementaire et d'en commencer une nouvelle au début de mai. Une telle prorogation provoquerait la mort du projet de loi actuel, mais le ministre Campbell a affirmé hier qu'elle déposerait une nouvelle législation, un peu plus sévère, au début de la nouvelle session.

Et dant, pense com

laient dans le sens réclamé par les étudiants.

Elle a ajouté qu'elle était d'accord pour bannir les armes semi-automatiques et para-militaires, mais qu'il restait encore à identifier exactement quelles armes feraient partie de cette catégorie.

Mme Rathjen a cependant affirmé que même si le ministre acceptait toutes les recommandations favorables du comité spécial, le projet de loi ne serait toujours pas suffisamment sévère.

## 556 710 signatures pour un contrôle accru des armes à feu

**Marie Tison**  
de la Presse Canadienne

OTTAWA — Des étudiants de l'École polytechnique ont fait déposer à la Chambre des communes hier une pétition de plus de 500 000 signatures réclamant un meilleur contrôle des armes à feu.

Des députés du Parti libéral, du Nouveau Parti démocratique et du Bloc québécois se sont chargés de déposer les 25 boîtes de pétitions.

Les étudiants ont collecté 556 710 signatures.

mencer une nouvelle au début de mai. Une telle prorogation provoquerait la mort du projet de loi actuel, mais le ministre Campbell a affirmé hier qu'elle déposerait une nouvelle législation, un peu plus sévère, au début de la nouvelle session.

Elle a annoncé qu'en attendant, elle ferait connaître sa réponse aux

tiques et para-militaires, mais qu'il restait encore à identifier exactement quelles armes tombaient sous cette catégorie.

Mme Rathjen a cependant affirmé que même si le ministre acceptait toutes les recommandations favorables du comité spécial, le projet de loi ne serait toujours pas suffisam-



Heidi Rathjen, coordonnatrice de la campagne pour le contrôle des armes à l'École Polytechnique, François Legendre, le président de l'association des étudiants et le professeur Daniel Leblanc se préparent avant de comparaître devant un comité parlementaire.

PHOTOS CP



# Canada

THE GAZETTE WEDNESDAY, DECEMBER 19, 1990

## Reason, passion at gun hearing

### Students argue with determination, cops add emotion

**PEGGY CURRAN**  
GAZETTE OTTAWA BUREAU

OTTAWA — Chords of reason and passion sounded from unlikely sources yesterday.

Students and staff from the Ecole Polytechnique brought quiet determination and sweet reason to their arguments before the special Commons committee studying Bill C-80, proposed amendments to Canada's gun-control law.

"This is Canada, not Beirut, and there is no reason why anyone should own such destructive weapons in a peaceful society," said Heidi Rathjen, co-ordinator of the student campaign for arms control.

But it fell to veteran policemen to transform the dry debate over ammunition clips and storage requirements into high drama, using statistics and graphic anecdotes to portray a terrifying world of high-powered weapons, armed madmen and deadly accidents.

"All Canadians are asking for is the right to go about their lives in peace," said Staff Sgt. Bob Crampton, a 30-year veteran of the Metropolitan Toronto Police.

"They want to know that their child is safe to work in a gas station or a store

